



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif

Première session
24-26 novembre 2009
Bangkok

**PLANIFICATION ET SUIVI DES PROGRAMMES : EXAMEN DE
L'EXÉCUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE
BIENNALE 2008-2009 ET DES ÉLÉMENTS SAILLANTS DU PROGRAMME
DE TRAVAIL PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2010-2011**

(Point 8 a) de l'ordre du jour provisoire)

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

Le présent document décrit les progrès accomplis dans la mise en œuvre du sous-programme 1 (Pauvreté et développement) du programme de travail pour la période biennale 2008-2009, et en dresse une évaluation préliminaire. Il met également en évidence les principales activités prévues au titre du sous-programme 1 (Politiques macroéconomiques et développement inclusif) du programme de travail pour la période biennale 2010-2011, lequel a été adopté par la Commission à sa soixante-cinquième session et sera examiné par l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session.

Le Comité souhaitera peut-être examiner l'état de mise en œuvre du programme de travail pour la période biennale 2008-2009, et donner au secrétariat des orientations concernant les principales activités et manifestations à organiser pour mettre en œuvre le projet de programme de travail pour la période biennale 2010-2011, afin de mieux cibler l'action entreprise et d'en tirer des résultats plus concrets et plus utiles aux pays membres.

Introduction

1. Dans le présent document, le secrétariat fait le point des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de travail pour la période biennale 2008-2009¹, et dresse une évaluation préliminaire des résultats obtenus au titre du sous-programme 1 (Pauvreté et développement). Il met également en évidence les principales activités prévues au titre du sous-programme 1 (Politiques macroéconomiques et développement inclusif) du projet de programme de travail pour la période biennale 2010-2011 (E/ESCAP/65/18).²

* La soumission tardive du présent document est due au temps qu'il a fallu pour effectuer l'examen, pour poursuivre les consultations entre le secrétariat et les principales parties prenantes concernant la mise en œuvre du programme de travail, et pour intégrer dans le document les informations ainsi obtenues.

¹ Plan-programme biennal et priorités pour la période 2008-2009, *Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante et unième session, Supplément n° 6 (A/61/6/Rev.1)*.

² Adopté par la Commission à sa soixante-cinquième session. Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément n° 19 (E/2009/39-E/ESCAP/65/32)*, par. 180.

2. Le Comité souhaitera peut-être examiner les progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre du sous-programme 1 (Pauvreté et développement) du programme de travail pour la période biennale 2008-2009, en s'appuyant sur le bilan des 18 premiers mois tel que transmis au Siège de l'ONU. Il souhaitera peut-être aussi donner au secrétariat des orientations concernant les principales activités et manifestations à organiser pour mettre en œuvre le projet de programme de travail pour la période biennale 2010-2011, afin de mieux cibler lesdites activités et d'en tirer des résultats plus concrets et plus utiles aux pays membres.

I. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU SOUS-PROGRAMME 1 (PAUVRETÉ ET DÉVELOPPEMENT) DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2008-2009

3. On trouvera ci-après le bilan des résultats obtenus au titre du sous-programme après 18 mois (janvier 2008-juin 2009), et de nouvelles informations sur les principales activités et manifestations prévues, les indicateurs de succès, les résultats, et les enseignements tirés au titre de chaque réalisation escomptée.

4. L'objectif de l'Organisation consiste à progresser sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par le biais de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques et de programmes de croissance économique, de développement et de réduction de la pauvreté, par les gouvernements, la société civile et le secteur privé en Asie et dans le Pacifique, en particulier dans les pays les moins avancés.

Réalisation escomptée a): Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent concevoir et mettre en œuvre des politiques économiques et de développement efficaces, viables et soucieuses de l'égalité des sexes pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment dans le domaine de la réduction de la pauvreté

Indicateur de succès a): Augmentation du nombre de mesures prises par les responsables des politiques et les planificateurs pour faire en sorte que les politiques économiques et de développement visant à assurer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier celles concernant la réduction de la pauvreté, soient plus efficaces, viables et soucieuses de l'égalité des sexes

Résultats: Les éditions 2008 et 2009 de l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique (*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific*) ont fait l'objet d'une couverture médiatique sans précédent : environ 700 articles ou reportages leur ont été consacrés dans les médias nationaux et internationaux (y compris la *BBC*, *The Economist*, *International Herald Tribune*, *Newsweek* et le *Washington Post*), ce qui a alimenté le débat sur les grands enjeux économiques et sociaux auxquels est confrontée la région. Par ailleurs, les responsables gouvernementaux participants ont accueilli favorablement les modèles élaborés dans le cadre du projet intitulé «Renforcer les capacités de planification, de suivi et d'évaluation participatifs des gouvernements locaux et régionaux des pays d'Asie centrale pour les programmes de création de revenus et d'emplois», lequel a été mis en œuvre en 2008. La démarche participative adoptée pour la conception et la mise en œuvre des programmes pertinents a été un facteur essentiel du succès de ce projet. Le sous-programme a suscité un véritable débat sur les principaux défis économiques et sociaux auxquels sont confrontés les pays membres de la CESAP, et les activités analytiques et normatives organisées par le secrétariat de la CESAP ont rendu les pays membres mieux à même d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de développement économique et des politiques de lutte contre la pauvreté.

À la mi-2009, environ 30 mesures avaient été adoptées par les responsables politiques et les planificateurs pour lutter contre la pauvreté ; l'objectif de 40 mesures devrait être atteint pour la fin de la période biennale.

Principales activités et manifestations: Ces défis économiques et sociaux ont été analysés dans les publications phares de la CESAP: *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific* (éditions 2008 et 2009), et d'autres publications périodiques prévues dans les mandats de l'organisation (par exemple le *Asia-Pacific Development Journal*). Ces publications ont accordé une attention particulière à la pauvreté, et recommandé diverses mesures à prendre en ce qui concerne la crise économique mondiale, la volatilité du cours des denrées alimentaires et du carburant, la croissance favorable aux pauvres et l'élimination de la pauvreté. L'Étude 2008 s'est penchée sur l'agriculture en tant que facteur essentiel de la réduction de la pauvreté et du développement rural, tandis que l'Étude 2009 a analysé la façon dont la région était affectée par les menaces multiples liées au ralentissement économique mondial, à la volatilité des cours des denrées alimentaires et du carburant et aux changements climatiques, envisageant différentes mesures à prendre au niveau régional.

Les principales conclusions des éditions 2008 et 2009 de l'Enquête ont été examinées lors d'ateliers de renforcement des capacités et de débats d'experts organisés dans huit pays membres de la CESAP, avec la participation de plus de 500 responsables politiques et représentants de la société civile. Un séminaire sous-régional sur les politiques macroéconomiques et le développement dans les pays d'Asie centrale s'est tenu au Kirghizistan en juillet 2008; un autre séminaire sous-régional a eu lieu aux Philippines en octobre 2008, avec pour thème « Hausse du prix des denrées alimentaires en Asie du Sud-Est: mesures envisageables pour protéger les pauvres et les groupes vulnérables ».

Durant la période considérée, diverses activités ont été réalisées pour renforcer les capacités de planification, de suivi et d'évaluation participatifs des gouvernements locaux et régionaux des pays d'Asie centrale dans le cadre des programmes de création de revenus et d'emplois.

Les progrès réalisés dans la région, ainsi que les enjeux et problèmes auxquels cette dernière est confrontée, ont été analysés dans le troisième rapport régional sur les Objectifs du Millénaire pour le développement: *A Future Within Reach 2008: Regional Partnerships for the Millennium Development Goals in Asia and the Pacific*. Le rapport portait principalement sur les lacunes encore à combler. La région a réalisé des progrès significatifs dans la lutte contre la pauvreté: le nombre de personnes pauvres a baissé de plus de 350 millions entre 1990 et 2004. La pauvreté non monétaire demeure toutefois élevée dans toute la région. Le rapport contenait une série de recommandations pour stimuler la croissance, favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, adopter des politiques appropriées et réunir les ressources supplémentaires requises.

Durant le premier semestre de 2008, ont commencé des consultations régionales sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey sur le financement du développement dans la région Asie-Pacifique, comme demandé dans la résolution 62/187 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 2007. On peut citer les consultations ministérielles organisées à l'occasion des sessions de la Commission, et une concertation régionale sur le financement du développement à laquelle ont participé des experts du développement et de la finance ainsi que des représentants de la société civile. Ces consultations régionales ont débouché sur un document final, lequel a été présenté au Président de l'Assemblée générale et aux co-facilitateurs en tant que contribution régionale à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, laquelle s'est tenue à Doha du 29 novembre au 2 décembre 2008. Les consultations ont mis en évidence les progrès significatifs réalisés dans la région Asie-Pacifique en matière de financement du développement, tout en soulignant la

nécessité d'une action urgente dans différents domaines essentiels, notamment pour combler les lacunes existantes en ce qui concerne le financement des infrastructures et les questions sociales et environnementales, stimuler la croissance, lutter contre la pauvreté et améliorer la protection sociale. Elles ont également montré qu'il était essentiel de mettre en place des systèmes financiers robustes dotés de mécanismes de supervision plus stricts et s'inscrivant dans le cadre d'une nouvelle architecture financière, afin d'assurer la stabilité financière dans la région Asie-Pacifique.

Un atelier a eu lieu à Dhaka du 27 au 30 juillet 2009, avec pour thème « Renforcement de l'action entreprise pour faire face à la crise financière mondiale en Asie et dans le Pacifique : rôle des politiques monétaires, budgétaires et politiques concernant l'endettement extérieur ». L'objectif était d'évaluer l'expérience acquise par 11 pays d'Asie et du Pacifique face aux divers défis découlant de la crise. Les participants ont pu échanger leur expérience, examiner les pratiques optimales et repérer les principaux domaines se prêtant à la coopération et à la coordination régionales.

Un Forum Asie-Pacifique sur la coopération au développement a eu lieu à Bangkok en octobre 2008, organisé en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales et le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud (Programme des Nations Unies pour le développement). Cette consultation régionale s'inscrivait dans le cadre du vaste processus préparatoire du Forum 2010 sur la coopération au développement.

En ce qui concerne le *Asia-Pacific Development Journal*, le n° 1 (juin 2008) et le n° 2 (décembre 2008) du volume 15 sont sortis. Le n° 1 (juin 2009) et le n° 2 (décembre 2009) du volume 16 sont en voie d'être achevés pour être publiés.

Plusieurs réunions d'experts et un atelier national étaient programmés dans le contexte de l'action déployée pour faire face à la crise économique et financière mondiale. On peut citer la Réunion d'experts de haut niveau sur les mesures à prendre face à la crise financière mondiale: réexaminer le rôle de la coopération monétaire et financière dans la région Asie-Pacifique (Singapour, 8 et 9 octobre 2009); la Réunion d'experts sur la crise économique dans la région Asie-Pacifique : de la résilience à la résistance au moyen de la coopération régionale (Bangkok, 23 novembre 2009); la Réunion d'experts sur la situation et les questions économiques et sociales dans la région de la CESAP (Bangkok, 23 et 24 novembre 2009); et l'Atelier national sur le renforcement des mesures visant à faire face à la crise financière mondiale au Bhoutan: le rôle des politiques budgétaires et des politiques de la dette extérieure (Bhoutan, 9-11 décembre 2009).

Il était prévu de tenir à Bangkok, du 24 au 26 novembre 2009, la première session du Comité thématique des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif.

Enseignements tirés: Durant l'année 2008 et le premier semestre de 2009, la région de la CESAP a été confrontée à certains des plus grands défis de ces dernières décennies: volatilité extrême des cours des denrées alimentaires et du carburant, crise financière mondiale, changements climatiques, etc. Les avancées réalisées à ce jour par les pays membres s'en trouvent menacées. Afin de mettre en œuvre la réalisation escomptée, l'on essaiera de faire de ces défis autant d'occasions de développer la capacité d'anticipation. Il s'agira aussi de contribuer aux débats et aux concertations qui auront lieu dans la région, de proposer aux pays membres des analyses convaincantes et des options politiques créatives et de leur fournir l'appui technique nécessaire, pour faire en sorte que les stratégies de développement et les politiques de réduction de la pauvreté soient efficaces, viables et soucieuses de l'égalité des sexes.

Réalisation escomptée b): Renforcement de la capacité des gouvernements, de la société civile et du secteur privé en Asie et dans le Pacifique, en particulier dans les pays les moins avancés, d'élaborer et d'exécuter des programmes de réduction de la pauvreté qui soient efficaces, viables et soucieux de l'égalité des sexes et privilégient les groupes économiquement vulnérables

Indicateur de succès b): Augmentation du nombre de mesures prises au niveau national pour formuler et mettre en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté qui soient efficaces, viables et soucieux de l'égalité des sexes

Résultats : Les villes de Karachi (Pakistan), Guangzhou (Chine) et Banda Aceh (Indonésie) sont train d'adapter à leur contexte local les pratiques performantes de la gestion décentralisée des déchets solides en faveur des pauvres. Des organismes de financement du logement de six États membres de la CESAP ont décidé de se constituer en réseau pour mettre en commun les pratiques novatrices. Ce réseau est constitué d'organismes officiels, communautaires et de microfinancement de la région Asie-Pacifique. Le Gouvernement népalais a inscrit l'assainissement des taudis au niveau local dans la dernière révision du Plan national triennal provisoire 2007-2010. En Mongolie, le Centre de ressources pour le développement urbain et le Centre pour les droits de l'homme et le développement ont largement reproduit les mécanismes communautaires d'épargne et de crédit mis en place par la CESAP; plus de 1 000 ménages urbains pauvres utilisent les plus de 160 caisses d'épargne ainsi créées dans tout le pays. La ville de Sorsogon (Philippines) a installé un système de traitement des eaux usées dans le marché public pour réduire la forte pollution de la baie. Les provinces de Sorsogon et de Samar (Philippines) ont demandé à bénéficier de la méthode de planification intégrée appliquée avec succès par la CESAP. La communauté de Dermayon, à Serang (Indonésie), a informé la compagnie locale de distribution d'eau qu'elle était prête à financer l'installation de canalisations, ce qui devrait permettre à 200 ménages pauvres de recevoir l'eau courante en 2009. Les gouvernements du Cambodge et de la République démocratique populaire lao ont décidé de continuer à diffuser la méthode de développement rural Saemaul Undong préconisée par la CESAP. À la mi-2009, ces diverses initiatives avaient permis l'adoption de 22 bonnes pratiques locales et nationales concernant l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de réduction de la pauvreté. La région est bien partie pour atteindre l'objectif de 25 bonnes pratiques d'ici à la fin de la période biennale.

Principales activités et manifestations : a) Analyse et documentation des stratégies novatrices en matière de lutte contre la pauvreté; b) Recherche pratique et projets de démonstration pour trouver les moyens d'adapter et de diffuser plus largement les méthodes novatrices, en tenant compte du contexte local; c) Organisation de concertations régionales sur certaines questions émergentes et cruciales; et d) Renforcement de la capacité des gouvernements et de leurs partenaires pour élaborer des politiques et réaliser des réformes institutionnelles avec plus d'efficacité. La CESAP a entrepris les activités suivantes:

- Elle a recensé, perfectionné et mis à l'essai les pratiques novatrices en ce qui concerne la gestion décentralisée des déchets solides en faveur des pauvres, à Matale (Sri Lanka) et à Quy Nhon (Viet Nam). Des ateliers régionaux ont été organisés pour présenter les résultats obtenus.
- Elle a commandé une enquête approfondie sur le financement du logement pour les pauvres (en Inde, en Indonésie, en Mongolie, au Pakistan et à Sri Lanka), et organisé une concertation régionale sur la question.

- Elle a transposé au Cambodge, au Népal et en Mongolie des méthodes utilisées avec succès au Pakistan, à Sri Lanka et en Thaïlande pour le développement des établissements communautaires à faible revenu, en organisant pour cela des visites d'étude, des services consultatifs et des ateliers de formation.
- Elle a documenté 14 pratiques novatrices pour la fourniture de services d'eau et d'assainissement aux citoyens pauvres, et diffusé ces pratiques dans toute la région.
- Elle a mis en œuvre deux projets pilotes sur la planification intégrée et participative en matière d'eau et d'assainissement, à Villareal (Philippines) et à Serang (Indonésie). Ces deux villes ont élaboré un plan stratégique pour fournir des services d'eau et d'assainissement aux pauvres, lequel sera mis en œuvre en 2009.
- Elle a organisé un cours de formation sur le développement rural participatif, en collaboration avec l'Institut coréen d'économie rurale, afin de renforcer les capacités du personnel des organismes gouvernementaux concernés au Cambodge et en République démocratique populaire lao.
- Elle a commandé une étude sur la gouvernance locale et la fourniture de services essentiels dans les zones de conflit, et convoqué un séminaire régional qui a rassemblé des gouvernements, différents organismes et d'autres parties prenantes, afin d'élaborer des stratégies de bonne gouvernance dans les situations d'après-conflit.

Enseignements tirés: Immédiatement après avoir diffusé les pratiques novatrices dans la région, il convient de fournir une assistance aux pays qui en font la demande. Passer par les réseaux régionaux d'organismes autochtones est un bon moyen d'encourager la coopération Sud-Sud pour le renforcement des capacités. L'engagement des partenaires locaux et leur aptitude à accéder aux ressources disponibles sont importants si l'on veut reproduire de façon durable certaines pratiques et politiques.

Réalisation escomptée c): Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent élaborer et mettre en œuvre des politiques, des projets et/ou des programmes de recherche en matière de développement pour réduire la pauvreté rurale grâce au développement durable des cultures secondaires.

Indicateur de succès c): Pourcentage accru des participants aux activités de la CESAP qui sont en mesure de formuler et de mettre en œuvre des politiques, des programmes ou des projets de recherche en matière de développement rural qui comportent le développement durable des cultures secondaires.

Résultats: À la fin de 2008, 66 % des participants aux activités se disaient en mesure de formuler et de mettre en œuvre des politiques de développement rural. Il est cependant trop tôt pour déterminer dans quelle mesure les deux projets directement pertinents en cours d'exécution ont permis de renforcer les capacités. Les conclusions de ces projets devraient être présentées en 2009, au moment où seront également organisées diverses activités pour développer les capacités institutionnelles. L'objectif de 70 % devrait être atteint d'ici à la fin de la période biennale.

Principales activités et manifestations: La CESAP a mis en œuvre deux projets par le biais du Centre pour la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique (CERPEDECS):

- Le projet intitulé « Mise au point d'une méthode pour analyser la viabilité de l'utilisation des ressources de la biomasse en Asie tropicale », lequel doit évaluer les répercussions de l'utilisation croissante de la biomasse comme source d'énergie dans les pays tropicaux d'Asie, avec une attention particulière pour les producteurs de cultures secondaires et pour les ruraux pauvres. Ce projet a été mis en œuvre en Indonésie. L'étude a débouché sur un rapport publié par le CERPEDECS.
- Le projet intitulé « Augmenter la valeur des produits frais et transformés en les labellisant » qui vise à recenser les pratiques optimales en matière de labellisation des produits pour donner aux agriculteurs et à leurs associations un accès aux marchés de produits frais et transformés des pays concernés, marchés dont le nombre va croissant; il s'agit aussi de faire connaître les résultats du projet aux parties prenantes des pays respectifs, en organisant pour ce faire des ateliers et des activités de formation. Le CERPEDECS a organisé deux ateliers, l'un à Bandung (Indonésie) en novembre 2008, l'autre à Manille en décembre de la même année, pour présenter les conclusions et recommandations de l'étude aux responsables politiques, aux chercheurs et aux associations d'agriculteurs.

En plus de ces deux projets, les spécialistes du CERPEDECS ont fourni une assistance technique en nature dans le cadre des projets d'autres instituts de recherche:

- « Analyses de l'impact de l'intégration économique sur l'agriculture et recommandations pour la réduction de la pauvreté dans les zones rurales de l'Asie de l'Est (ECOIN) », mis en œuvre par le Centre indonésien pour les études agricoles et socioéconomiques (ICASEPS).
- « Transformation rurale et réaction des cultivateurs des villages situés dans des basses terres irriguées de Java: analyse comparative 1996-2008 des données de panel (RUTRANS) », mis en œuvre par l'ICASEPS également.
- « Analyse d'un modèle d'autonomisation communautaire: lien entre la sécurité alimentaire et les programmes de réduction de la pauvreté (COMMEM) », mis en œuvre par l'Agence indonésienne pour la sécurité alimentaire (IAFS).

La base de données du CERPEDECS contient des informations statistiques de différents niveaux (pays, provinces, districts) sur les cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique, et couvre actuellement 17 pays de la région. Elle est régulièrement enrichie par de nouvelles données, et largement utilisée en ligne par des responsables politiques, des décideurs, des chercheurs et des étudiants universitaires du monde entier.

Enseignements tirés: Pour mettre en œuvre la réalisation escomptée, il est essentiel de mettre l'accent non plus sur les produits mais sur les résultats. Les projets devraient comporter des activités de renforcement des capacités, et ne pas se limiter à publier les résultats de la recherche.

**II. ÉLÉMENTS SAILLANTS DES PRINCIPALES ACTIVITÉS
PRÉVUES AU TITRE DU SOUS-PROGRAMME 1 (POLITIQUES
MACROÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENT INCLUSIF)
DU PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL
POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2010-2011**

5. Les bases stratégiques du sous-programme 1 (Politiques macroéconomiques et développement inclusif) sont ancrées dans les objectifs de développement internationalement convenus, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement, le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement, le Document final du Sommet mondial de 2005, et les résolutions 62/1, 63/4 et 64/6 de la Commission sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la CESAP. Plus particulièrement axé sur le renforcement de la capacité des pays à formuler et à mettre en œuvre des politiques de croissance économique et de développement inclusives à l'appui de la réalisation des objectifs de développement internationalement convenus, le sous-programme favoriserait le partage des connaissances sur les orientations macroéconomiques et faciliterait une action régionale opportune et efficace face aux vulnérabilités socioéconomiques et aux tendances et événements extérieurs, y compris en ce qui concerne le financement du développement. Une attention particulière sera accordée à l'appui pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en matière de réduction de la pauvreté et d'égalité des sexes, grâce à une plus grande valeur ajoutée des stratégies, processus et autres efforts nationaux de développement. Afin d'accroître l'impact de ses activités et de faciliter leur transposition à une plus grande échelle et leur reproduction, la CESAP collaborerait avec d'autres partenaires de développement, y compris d'autres organismes des Nations Unies, en vue de créer une plus grande synergie dans le cadre des politiques de développement, des orientations macroéconomiques et des Objectifs du Millénaire pour le développement. Au titre de ce sous-programme, le secrétariat sera chargé d'intégrer les besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement dans toutes les activités de la CESAP, en particulier en ce qui concerne la réduction de la pauvreté.

6. La responsabilité de ce sous-programme incombe à la Division des politiques macroéconomiques et du développement, avec l'appui du Centre pour la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique. Le tableau ci-après présente l'objectif et les réalisations escomptées du sous-programme pour la période 2010-2011, conformément au cadre stratégique pour la même période.³ Certaines des principales activités et manifestations prévues et programmées figurent dans la colonne de droite, et se fondent sur le projet de programme de travail pour la période 2010-2011 tel qu'adopté par la Commission à sa soixante-cinquième session.⁴ Le Comité souhaitera peut-être donner au secrétariat des orientations concernant les principales activités et manifestations à organiser pour mettre en œuvre le projet de programme de travail pour la période biennale 2010-2011, afin de mieux cibler l'action entreprise et d'en tirer des résultats plus concrets et plus utiles aux pays membres.

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante-troisième session, Supplément n° 6 (A/63/6/Rev.1)*, pp. 279-280. Pour la traduction française, voir aussi le document E/ESCAP/65/18, p. 13-14.

⁴ Voir note n° 2.

Sous-programme 1 : Politiques macroéconomiques et développement inclusif

Objectif de l'Organisation : réduire la pauvreté par la promotion d'un environnement de politique macroéconomique favorable à la croissance et à un développement inclusif, en particulier dans les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les petits États insulaires en développement, afin d'appuyer la réalisation des objectifs de développement internationalement convenus dans la région de la CESAP.

Réalizations escomptées	Indicateurs de succès
<p>a) Intensification de la coopération régionale et du partage de données d'expérience et de pratiques pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques visant à réduire la pauvreté, et réalisation d'un développement économique et social durable et inclusif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de documents destinés à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique • Services fonctionnels et préparation de documents pour la deuxième session (2011) du Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif • Réunion d'experts sur la situation et les questions économiques et sociales • <i>Asia-Pacific Development Journal</i> (semestriel) • <i>Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2010 et 2011</i> • <i>Key Economic Development and Prospects in the Asia-Pacific Region</i> • Contributions analytiques à la publication <i>World Economic Situation and Prospects</i> • Présentation de l'<i>Economic and Social Survey of Asia and the Pacific</i> dans certains pays membres de la CESAP et au sein de différents organismes des Nations Unies, et débats d'experts sur les principales conclusions et recommandations de cette publication phare • Présentation à Bangkok des publications <i>World Economic Situation and Prospects 2009</i> et <i>World Economic and Social Survey 2009</i> • Actualités macroéconomiques • Bulletins macroéconomiques • Prévisions concernant les principaux pays d'Asie et du Pacifique dans le cadre du modèle LINK • Cours de formation sur des questions de politique macroéconomique intéressant la région Asie-Pacifique
<p>b) Renforcement de la capacité des États membres à élaborer et mettre en œuvre des politiques de développement économique à moyen et à long terme, notamment en matière de financement du développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion d'experts sur la mise en œuvre régionale des résultats de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales

Réalizations escomptées	Indicateurs de succès
	<ul style="list-style-type: none"> • Publication sur le financement du développement en Asie et dans le Pacifique • Document sur la création d'un climat d'investissement favorable au développement économique et à la croissance inclusive à long terme • Groupe de travail thématique sur la pauvreté et la faim, dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale (semestriel) • Ateliers régionaux et nationaux sur le renforcement des capacités pour le financement du développement • Série de séminaires de la CESAP sur le développement, consacrés à certaines grandes questions économiques et sociales intéressant l'Asie et le Pacifique
<p>c) Renforcement de la capacité des États membres à élaborer des programmes, à appliquer de bonnes pratiques et à formuler des stratégies pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, l'accent étant mis sur les questions liées à la réduction de la pauvreté et l'égalité des sexes dans la région</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Document sur les cadres et principes directeurs servant à combler les lacunes dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et le manque de ressources à cet effet, notamment pour les pays ayant des besoins particuliers • Document sur certaines questions ayant trait à l'intégration des Objectifs du Millénaire pour le développement dans les stratégies nationales de développement, notamment pour les pays ayant des besoins particuliers • Document sur les modalités émergentes pour la promotion de la coopération triangulaire et Sud-Sud en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment pour les pays ayant des besoins particuliers • Atelier sur la concertation entre partenaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales de développement fondées sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment pour les pays ayant des besoins particuliers • Ateliers de formation régionaux et sous-régionaux sur l'échange des bonnes pratiques pour le renforcement des capacités des systèmes de prestation de services à l'appui de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment pour les pays ayant des besoins particuliers • Ateliers d'information sous-régionaux et prix « Objectifs du Millénaire pour le développement » des médias

Réalizations escomptées	Indicateurs de succès
	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de terrain sur le renforcement de la capacité des responsables gouvernementaux à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes à l'appui de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement
<p>d) Progrès vers le reclassement des pays les moins avancés, par la mobilisation des efforts régionaux visant à réduire la pauvreté et à répondre à d'autres préoccupations des pays ayant des besoins particuliers</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion d'experts préparatoire à l'examen final de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, en collaboration avec le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement • Document sur la façon d'aborder les grands enjeux et questions qui touchent les pays de la région Asie-Pacifique ayant des besoins particuliers, y compris les questions recensées par le Comité de la planification du développement lors de ses réunions annuelles • Atelier pour aider les pays les moins avancés à élaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales en vue de leur reclassement
<p>e) Renforcement de la capacité des États membres de la CESAP à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des programmes, notamment à dimension sexospécifique, pour réduire la pauvreté rurale par le développement durable des cultures secondaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sessions du Conseil d'administration du CERPEDECS • Services d'information, et enrichissement de la base de données sur le développement des cultures secondaires pour la réduction de la pauvreté • <i>CAPSA Flash</i> • <i>Palawija News</i> • Atelier sur les cultures secondaires et la lutte contre la pauvreté • Projet de terrain: augmenter la valeur des produits frais et transformés en les labellisant • Projet de terrain: impact de l'intégration économique sur l'agriculture, et politiques proposées pour atténuer la pauvreté dans certains pays de la région de l'Asie et du Pacifique • Projet de terrain: développement agricole durable dans le secteur des cultures secondaires pour la réduction de la pauvreté • Projet de terrain: développement des cultures secondaires pour assurer la sécurité énergétique